

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-32 du 4 octobre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce établit des taux préliminaires de droits compensatoires sur les importations de cellules solaires en provenance d'Asie du Sud-Est
2. Des représentants au Congrès appellent l'attention de la présidente mexicaine sur les véhicules connectés chinois

Climat – énergie – environnement

3. Les États-Unis et le Brésil élargissent leur coopération sur les énergies propres
4. Les États-Unis et la Corée du Sud renforcent leur coopération en matière d'approvisionnements en minéraux critiques, de climat et d'environnement

Transport et infrastructure

5. Le Président Biden se félicite de l'accord provisoire permettant la réouverture des ports de la côte Est et du Golfe du Mexique, après la grève entamée en début de semaine

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA annonce 1,7 Md\$ pour le soutien aux agriculteurs et à l'aide nutritionnelle

Numérique et innovation

7. L'OMB publie un mémorandum sur les obligations d'acquisition d'IA responsable dans le secteur public
8. Epic Games porte plainte contre Google et Samsung pour pratiques anticoncurrentielles
9. Le Gouverneur de Californie oppose son veto au projet de régulation de l'intelligence artificielle

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce établit des taux préliminaires de droits compensatoires sur les importations de cellules solaires en provenance d'Asie du Sud-Est

Le 1^{er} octobre, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) la mise en œuvre de droits compensatoires (*countervailing duties*) sur les cellules photovoltaïques cristallines en provenance du Cambodge, de la Malaisie, de la Thaïlande et du Vietnam. Au terme de son enquête préliminaire, le DoC a établi des taux de subvention de 8,25 % à 68,45 % pour le Cambodge, de 3,47 % à 123,94 % pour la Malaisie, de 23,06 % à 34,52 % pour la Thaïlande, et jusqu'à 292,61 % pour le Vietnam. Il a également constaté des « circonstances critiques » s'agissant des producteurs du Vietnam et de la Thaïlande et prévu en conséquence une application rétroactive de ces droits dans ces deux pays (jusqu'à 90 jours). Cette enquête sur les subventions avait été lancée le 15 mai 2024 par le DoC, en même temps qu'une seconde enquête antidumping [voir [Brèves sectorielles du 24 mai 2024](#)]. Les conclusions préliminaires de cette seconde enquête, qui pourrait également donner lieu à des tarifs supplémentaires (*antidumping duties*), sont attendues fin novembre.

2. Des représentants au Congrès appellent l'attention de la présidente mexicaine sur les véhicules connectés chinois

Un groupe de 21 représentants et sénateurs démocrates au Congrès a [adressé](#) le 30 septembre une lettre à la présidente du Mexique, Claudia Scheinbaum, afin d'attirer son attention sur les risques posés par la production de véhicules connectés d'origine chinoise au Mexique. Ils soulignent notamment que les constructeurs automobiles chinois « ont effectué une percée significative sur le marché mexicain, faisant plus que tripler leurs parts de marché depuis dix ans – alors que les données des véhicules produits sont accessibles par le parti communiste chinois », amenant les représentants et sénateurs à penser que ces constructeurs « cherchent à utiliser le Mexique comme base pour pénétrer le marché américain ». Ils rappellent que les États-Unis ont de leur côté adopté plusieurs mesures pour se prémunir contre les risques posés par les véhicules connectés chinois, mentionnant les droits de douane additionnels de 100 % imposés dans le cadre de la section 301 du Trade Act [voir [Brèves sectorielles du 20 septembre 2024](#)] et les récentes mesures de bannissement du marché américain pour les véhicules connectés intégrant des composants d'origine chinoise et russe [voir [Brèves sectorielles du 27 septembre 2024](#)]. Les auteurs de cette lettre s'inquiètent des investissements annoncés par plusieurs constructeurs chinois au Mexique, à l'instar de BYD, qui « augmentent la possibilité pour les entreprises chinoises de contourner [l]es droits de douane [américains] en produisant au Mexique ». À cet égard, ils recommandent à la présidente mexicaine

de (i) formaliser une politique gouvernementale interdisant l'octroi de mesures de soutien public à l'égard d'entreprises liées au parti communiste chinois, (ii) établir une procédure d'évaluation des risques posés par la construction et la vente de véhicules connectés d'origine chinoise au Mexique, et (iii) organiser le déplacement d'une délégation de représentants mexicains auprès de leurs homologues des Départements américains du Commerce et du Trésor, du Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR), du Conseil économique national (NEC) et du Conseil de sécurité nationale (NSC) d'ici le début de l'année 2025 afin d'échanger sur les mesures à adopter sur ce sujet.

Brèves

- Du 16 au 30 septembre, le 4^e cycle de négociations du Partenariat stratégique en matière de commerce et d'investissement entre les États-Unis et le Kenya (STIP) s'est [tenu](#) à Washington. Les échanges ont notamment porté sur l'agriculture, les douanes, l'environnement et les droits des travailleurs.
- Le 3 octobre, la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [rencontré](#) le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal. Ils ont échangé sur leurs priorités communes au sein de l'Organisation mondiale du commerce, sur leur engagement à traiter les questions agricoles bilatérales en suspens et sur les moyens pour renforcer la relation commerciale bilatérale. Ils ont également convenu de convoquer prochainement une réunion du Forum sur la politique commerciale Inde-États-Unis (TPF) au niveau ministériel.
- Le 27 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) sept individus iraniens accusés d'avoir contribué à des opérations d'ingérence lors des campagnes des élections présidentielles américaines en 2020 et en 2024.
- Le 1^{er} octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le groupe Hilltop Youth, accusé de mener des actions violentes vis-à-vis de citoyens palestiniens en Cisjordanie. Le Département d'État a de son côté [sanctionné](#) deux citoyens israéliens pour les mêmes motifs.
- Le 1^{er} octobre, le Département du Trésor, en coordination avec le Royaume-Uni et l'Australie, a [sanctionné](#) sept individus et deux entités liés au groupe cybercriminel russe Evil Corp.
- Le 2 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un individu et trois sociétés basés en Iran et en Chine, accusés d'avoir facilité l'acquisition par les houthis de matériel destiné à la fabrication de missiles et de drones.

Climat – énergie – environnement

3. Les États-Unis et le Brésil élargissent leur coopération sur les énergies propres

Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 2 octobre de nouvelles initiatives conjointes entre les États-Unis et le Brésil pour promouvoir l'énergie propre et une transition énergétique inclusive lors de la réunion du U.S.-Brazil Energy Forum (USBEP). Les deux États ont souligné à cette occasion l'importance de leur coopération face à la crise climatique et leur engagement respectif à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050.

Les États-Unis et le Brésil ont convenu de :

- collaborer sur l'hydrogène propre, notamment pour évaluer la faisabilité technique et économique des voies bioénergie-hydrogène ;
- coopérer pour l'apport d'énergie propre aux communautés amazoniennes éloignées, en remplacement des énergies fossiles ;
- lancer des centres d'énergie propre pour promouvoir l'hydrogène et la capture, l'utilisation et le stockage de carbone (Carbon Capture Utilisation and Storage – CCUS) ;
- accueillir le prochain Solar Decathlon pour promouvoir des conceptions de bâtiments durables ;
- renforcer la coopération sur la gestion du carbone et du méthane.

Le communiqué liste les réalisations dans le cadre de l'USBEP des douze derniers mois, notamment :

- un dialogue public-privé sur l'énergie propre (Clean Energy Industry Dialogue – CEID) ;
- quatre réunions de travail sur le cadre réglementant les CCUS et les émissions de méthane dans le secteur du pétrole et du gaz naturel ;
- la poursuite du partenariat bilatéral dans le domaine du nucléaire civil (modernisation d'un réacteur nucléaire et du cadre réglementaire).

Le Brésil assure actuellement la présidence du G20 et organise du 30 septembre au 4 octobre la 15^e réunion ministérielle sur l'énergie propre et la 9^e réunion ministérielle « mission Innovation » avec les ministres de l'Énergie du G20 en vue de travailler à l'accélération de la transition vers les énergies propres au niveau mondial.

4. Les États-Unis et la Corée du Sud renforcent leur coopération en matière d'approvisionnements en minéraux critiques, de climat et d'environnement

Le Département d'État (DoS) a [rapporté](#) le 2 octobre les conclusions de la 9^e réunion du dialogue économique de haut niveau entre les États-Unis et la Corée du Sud (U.S.-ROK Senior Economic Dialogue – SED) qui s'est tenue à Atlanta. Le DoS indique à cette occasion un engagement d'investissements de plus de 140 Md\$ de la part des entreprises coréennes et américaines depuis 2021, dont 24 Md\$ en Géorgie. Le DoS précise que les discussions ont porté sur :

- la résilience des chaînes d'approvisionnement, notamment au travers du Partenariat pour la sécurité des minéraux (Mineral Security Partnership) ;
- l'engagement commun d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et les initiatives communes sur la réduction des émissions de méthane ;
- l'importance de finaliser les négociations autour de l'accord mondial sur la pollution plastique lors de la cinquième réunion du Comité de négociation intergouvernemental prévue du 25 novembre au 1^{er} décembre à Busan, en Corée du Sud.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#), en partenariat avec le Département de l'Agriculture (USDA), un investissement de 2,8 Md\$ en faveur des énergies propres dans le Midwest. Pour le DoE il s'agit plus spécifiquement de 1,52 Md\$ issus de l'Energy Infrastructure Reinvestment (EIR) de l'Inflation Reduction Act (IRA), sous forme de garantie de prêt pour financer la remise en service du réacteur nucléaire Holtec Palisades de 800 MW à Covert Township, dans le Michigan. L'USDA a quant à lui débloqué une subvention de 1,3 Md\$ dans le cadre du programme « Empowering Rural America » pour deux coopératives électriques, afin de réduire le coût de l'électricité provenant de ce même réacteur.
- Le Département d'État a [annoncé](#) le 30 septembre la signature d'un Memorandum of Understanding entre le Secrétaire d'État Antony Blinken et le ministre des Affaires étrangères norvégien Espen Barth Eide portant sur la coopération en matière de chaînes de valeur des minéraux et matériaux critiques, [axée](#) sur un haut niveau de normes en matière de protection de l'environnement et de droits des travailleurs.
- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [rapporté](#) que les opérateurs de data centers, qui recherchent des sources importantes d'électricité sans émission de CO₂, s'intéressent de plus en plus aux centrales nucléaires. L'US EIA souligne deux accords d'achat d'électricité signés cette année,

le premier en mars entre Amazon Web Services (AWS) et Talen Energy concernant la centrale Susquehanna en Pennsylvanie et le second en septembre, entre Microsoft et Constellation concernant la centrale nucléaire de Three Mile Island en Pennsylvanie également. L'US EIA précise qu'un centre de données directement relié à une source de production peut recevoir de l'électricité directement sans passer par le réseau de transmission, ce qui pourrait réduire les coûts globaux du réseau, mais que cela soulève des préoccupations quant à la couverture des coûts de maintenance du réseau.

Transport et infrastructure

5. Le Président Biden se félicite de l'accord provisoire permettant la réouverture des ports de la côte Est et du Golfe du Mexique, après la grève entamée en début de semaine

Le 3 octobre, le Président Biden s'est [félicité](#) de l'accord provisoire conclu entre le syndicat de dockers International Longshoremen's Association (ILA) et l'organisation patronale U.S. Maritime Alliance (USMX), permettant la réouverture des ports de la côte Est et du Golfe du Mexique, après deux jours de grève.

En effet, le 1^{er} octobre, 45 000 travailleurs portuaires avaient entamé un mouvement de grève suite à l'échec des négociations devant mener au renouvellement de leur convention collective, arrivée à expiration le 30 septembre, au terme de sa période de validité de 6 ans. Le mouvement concernait une quinzaine de ports, dont New York/New Jersey, Philadelphie, Baltimore, Norfolk, Charleston, Savannah, Miami et Houston. Les négociations menées depuis plusieurs mois par l'ILA et l'USMX étaient restées dans l'impasse notamment sur deux points : le taux de progression du salaire horaire et le développement de l'automatisation. La Maison-Blanche avait alors [publié](#) une déclaration exhortant l'USMX, désignée comme représentant un groupe de transporteurs maritimes « étrangers » (*foreign-owned*), à poursuivre les négociations et à présenter une offre « équitable » (*fair*) à l'ILA. La déclaration pointait notamment le niveau record des profits réalisés par les compagnies maritimes depuis la pandémie, ainsi que le rôle essentiel joué par les travailleurs portuaires, en particulier en cette période où le pays se remettait des dégâts causés par l'ouragan Helene. Le Président Biden indiquait par ailleurs que son administration surveillerait toute éventuelle pratique de gonflement des prix (*price gouging*) qui pourrait bénéficier aux compagnies étrangères de transport maritime.

Avant le déclenchement de la grève, la Présidente de la Chambre de commerce américaine (U.S. Chamber of Commerce) avait [écrit](#) au Président Biden pour lui demander d'intervenir directement pour maintenir l'activité dans les ports concernés, soulignant que ceux-ci prenaient en charge près de 70 % des exports conteneurisés du pays

et près de 60 % des imports, représentant des échanges commerciaux de plus de 2 Md\$/jour. Dans sa lettre, l'U.S. Chamber appelait plus précisément le Président américain à invoquer la loi Taft-Hartley afin d'imposer la poursuite du travail au-delà de l'expiration de la convention collective, dans l'attente de la poursuite des négociations et de la conclusion d'un accord entre l'USMX et l'ILA.

Finalement, le 3 octobre, l'USMX et l'ILA ont [annoncé](#) dans un communiqué conjoint être parvenus à un accord provisoire sur la question des salaires (sans communiquer publiquement sur le contenu de cet accord), la prolongation de la dernière convention collective jusqu'au 15 janvier 2025, la poursuite des négociations sur d'autres points ainsi que l'arrêt immédiat du mouvement social en cours et la reprise du travail.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA annonce 1,7 Md\$ pour le soutien aux agriculteurs et à l'aide nutritionnelle

La Secrétaire adjointe à l'Agriculture, Xochitl Torres Small, a annoncé 1^{er} octobre, lors d'un déplacement dans le Michigan, que l'USDA allait consacrer 1,7 Md\$ à l'achat de produits alimentaires, notamment locaux et régionaux, au cours de l'année à venir. Le financement de la mesure sera assuré par la Commodity Credit Corporation ([CCC](#)), ligne de crédit de 30 Md\$ de l'USDA auprès du Trésor pour aider les agriculteurs.

Dans un [communiqué](#), l'USDA a indiqué que ces financements s'appuieraient sur les dispositifs des Local Food Purchase Assistance Cooperative Agreement Program ([LFPA](#)) et Local Food for Schools Cooperative Agreement Program ([LFS](#)), créés en réponse à la pandémie de Covid-19 et renforçant les relations locales entre les producteurs et leurs communautés.

La National Sustainable Agriculture Coalition ([NSAC](#)), une organisation patronale agricole, a salué cette décision dans un [communiqué](#) car elle répond à ses inquiétudes liées à l'expiration le 30 septembre de la loi cadre agricole actuelle (Farm Bill 2018) qui signifie que le financement du LFPA n'est plus assuré depuis cette date.

L'USDA a précisé que 500 M\$ de ces crédits seront mis à la disposition des États, des territoires et des nations tribales pour l'achat d'aliments locaux destinés aux fournisseurs d'aliments d'urgence et aux communautés mal desservies, tandis que 500 M\$ supplémentaires permettront aux programmes de repas scolaires de faire des achats d'aliments locaux. Pour la première fois, l'USDA fournira également 200 M\$ de fonds spécifiquement destinés aux

structures de garde d'enfants. Enfin, et au-delà d'un approvisionnement local, 500 M\$ seront consacrés à l'achat de produits agricoles nationaux à destination des structures impliquées dans la fourniture de nourriture d'urgence.

Brèves

- La fédération du Farm Bureau du Wisconsin a [annoncé](#) son soutien à la campagne de réélection de la Démocrate Tammy Baldwin au Sénat des États-Unis contre son concurrent républicain Eric Hovde. Le Farm Bureau du Wisconsin justifie son soutien à Tammy Baldwin en regard de son action en faveur de l'agriculture de l'État et notamment de la filière laitière. C'est la première fois depuis plus de 20 ans que le Farm Bureau, de sensibilité républicaine, apporte son soutien à un candidat démocrate dans le cadre d'une élection à l'échelle d'un État.

Numérique et innovation

7. L'OMB publie un mémorandum sur les obligations d'acquisition d'IA responsable dans le secteur public

Le 3 octobre, l'Office of Management and Budget (OMB) a [publié](#) le mémorandum M-24-18, fournissant des directives pour l'achat dit « responsable » de services d'intelligence artificielle (IA) par les administrations fédérales. Ce document – adopté dans le cadre de la mise en œuvre du décret présidentiel du 30 octobre 2023 sur l'IA – a pour objectif d'encadrer l'intégration des technologies d'IA en assurant leur conformité avec les normes de sécurité et de transparence en vigueur au sein de l'agence.

Trois grands axes sont mis en avant par l'administration : (i) la gestion des risques, avec l'intégration obligatoire de personnes responsables de la protection des données dès les premières étapes de la conception de la commande publique, pour mieux évaluer les risques liés à la confidentialité et à la sécurité des données ; (ii) la promotion de la concurrence, en veillant à ce que les marchés publics encouragent la transparence et l'interopérabilité des systèmes IA, réduisant ainsi la dépendance à des fournisseurs uniques ; et (iii) la collaboration interagences, avec la mise en place d'équipes pluridisciplinaires intégrant des experts en cybersécurité, protection des données et droits civiques, afin de garantir une supervision adéquate de la passation des marchés publics.

8. Epic Games porte plainte contre Google et Samsung pour pratiques anticoncurrentielles

Le 30 septembre, Epic Games a [porté](#) plainte contre Google et Samsung, accusant les deux entreprises de pratiques anticoncurrentielles visant à bloquer les magasins d'applications tiers

sur les appareils Android. La plainte se concentre sur la fonctionnalité « Auto Blocker » de Samsung, qui empêche, par défaut, l'installation d'applications provenant de sources externes au Google Play Store ou au Galaxy Store. Epic Games a dénoncé cette fonctionnalité comme une « pratique coordonnée illégale », affirmant qu'elle entrave la concurrence, au détriment des développeurs et des consommateurs. Epic Games demande au tribunal d'enjoindre Samsung à désactiver par défaut cette fonctionnalité.

De son côté, Samsung a [rejeté](#) ces accusations, affirmant que l'« Auto Blocker » est conçu pour protéger les utilisateurs contre les logiciels malveillants et les applications non autorisées. Samsung a également précisé que cette fonctionnalité peut être désactivée lors de la configuration des appareils par les utilisateurs.

Actuellement, Google applique une commission de 15 % à 30 % sur les transactions effectuées via son Play Store.

9. Le Gouverneur de Californie oppose son veto au projet de régulation de l'intelligence artificielle

Le Gouverneur de Californie Gavin Newsom a opposé son [veto](#) à la proposition de loi Safe and Secure Innovation for Frontier Artificial Intelligence Models Act ([SB 1047](#)) du sénateur Scott Wiener. Cette proposition de loi visait notamment à imposer des tests de sécurité pour les plus grands modèles d'IA, à réaliser des audits annuels sur les protocoles de sécurité, à instaurer un mécanisme pour désactiver ces modèles en cas de menaces et à permettre au Procureur de poursuivre des entreprises en cas de négligences conduisant à un grave préjudice.

Le Gouverneur reproche au texte de ne pas prendre en compte si un système d'IA « était déployé dans des environnements à haut risque, impliquait une prise de décision critique ou l'utilisation de données sensibles ». Au lieu de cela, le projet appliquait des normes strictes même aux fonctions les plus basiques, dès lors qu'un grand système les déployait, ce qui n'était pas la meilleure approche pour protéger le public des menaces réelles posées par la technologie.

G. Newsom a promis de poursuivre la réflexion avec les législateurs et renvoyé la balle sur le terrain en s'engageant à élaborer des « garde-fous praticables » pour le déploiement de l'IA générative, à travers un groupe de travail qui sera dirigé par des universitaires comme Fei-Fei Li (professeur à Stanford, qui s'était opposée à ce projet) ou Jennifer Tour Chayes (professeur à Berkeley, spécialiste en sciences de l'information), ainsi que le juge Tino Cuéllar.

Pendant des mois, les législateurs ont subi des pressions de la part de poids lourds de la Silicon Valley et de Démocrates comme Nancy Pelosi, qui les ont mis en garde contre le risque d'entraver l'industrie de l'IA en Californie et de miner la compétitivité économique de l'État. En réponse au veto du Gouverneur, des acteurs majeurs de l'IA comme Marc Andreessen (A16Z) ou Garry Tan (CEO de Y Combinator) ont applaudi cette décision.

À l'opposé, le sénateur S. Wiener a regretté cette décision, qui laisserait les entreprises qui cherchent à créer une technologie extrêmement puissante sans restriction de la part des responsables politiques, d'autant que le Congrès serait paralysé lorsqu'il s'agit de réglementer l'industrie technologique d'une manière significative.

Brèves

- Le 2 octobre, OpenAI a [finalisé](#) un tour de financement portant sa valorisation à 157 Md\$, levant 6,6 Md\$ auprès de partenaires majeurs, dont Microsoft, Nvidia, et SoftBank (qui a [contribué](#) à hauteur de 500 M\$). OpenAI dit souhaiter mobiliser ces fonds pour accroître sa capacité de calcul et poursuivre ses recherches sur l'IA de pointe.
- Le procureur général du Nouveau-Mexique a [intenti](#) une action en justice contre Snap, accusant l'entreprise de ne pas avoir averti ses utilisateurs des risques de chantage sexuel (« sextorsion ») sur sa plateforme et de ne pas avoir pris de mesures suffisantes après des signalements d'abus. Environ 90 % des signalements d'abus auraient été négligés selon le procureur.
- Le 3 octobre, Character.ai, une start-up spécialisée dans les chatbots IA, a [annoncé](#) son retrait du développement de modèles d'intelligence artificielle de pointe après avoir conclu un accord de 2,7 Md\$ avec Google. L'entreprise se concentrera désormais sur sa plateforme de chatbot, particulièrement populaire chez les utilisateurs âgés de 13 à 25 ans. De son côté, Google reprendra une partie des équipes et des technologies.
- Le 2 octobre, un groupe bipartisan d'attachés parlementaires du Congrès américain a [lancé](#) une nouvelle association dédiée à l'intelligence artificielle, nommée Congressional Staff Association on AI (CSA.ai). Soutenue par des représentants tels que Mark Green (R-Tennessee) et Ted Lieu (D-Californie), cette initiative vise à combler le fossé entre les avancées rapides de l'IA et le rythme plus lent du processus législatif à Washington. L'association prévoit d'organiser des sessions de formation, des panels d'experts et des discussions sur les enjeux techniques et législatifs liés à l'IA, afin de mieux informer les décideurs et d'encadrer efficacement cette technologie émergente.

Santé

Brèves

- Le 27 septembre, la Food and Drugs Administration (FDA) a [autorisé](#) la mise en circulation aux États-Unis du médicament Dupixent, développé par l'entreprise pharmaceutique

française Sanofi et l'américain Regeneron Pharmaceuticals pour le traitement des affections pulmonaires courantes.

- Le 27 septembre, l'entreprise pharmaceutique américaine GE Healthcare a [annoncé](#) l'autorisation par la FDA de son nouvel agent utilisé dans les tomographies par émission de positons (PET-scan) pour détecter les maladies coronariennes.
- Le 30 septembre, l'entreprise Prime Medicine, basée dans le Massachusetts et spécialisée dans les thérapies cellulaires, a [annoncé](#) son rapprochement avec l'entreprise de biotechnologies Bristol Myers Squibb, basée dans le New Jersey, afin de développer des réactifs pour la nouvelle génération d'immunothérapies.
- Le 1^{er} octobre, l'entreprise de biotechnologies française Owkin, qui utilise l'intelligence artificielle pour le développement de nouvelles thérapies contre le cancer, a [annoncé](#) avoir reçu l'approbation de la FDA pour la mise en place d'essais cliniques avec son nouveau traitement OKN4395 aux États-Unis.
- Le 1^{er} octobre, le groupe pharmaceutique américain Johnson & Johnson (J&J) a [notifié](#) à la Health Resources and Services Administration (HRSA), agence fédérale chargée d'assurer l'accès aux soins des personnes non assurées et vulnérables, sa décision d'abandonner son projet de modification de son programme de remises sur certains médicaments destinés aux hôpitaux. Le projet de J&J avait suscité une forte opposition du milieu hospitalier américain et de l'État fédéral, la HRSA ayant notamment exhorté l'entreprise à y mettre fin avant le 30 septembre, sous peine de sanctions [voir [Brèves sectorielles du 27 septembre](#)].
- Le 2 octobre, le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly a [annoncé](#) son intention d'investir 4,5 Md\$ afin de créer la « Lilly Medicine Foundry », une nouvelle installation située dans l'État de l'Indiana, où se trouve le siège de l'entreprise. Ce nouveau site, qui sera dédié à des activités de recherche et de production de médicaments pour les essais cliniques, devrait ouvrir ses portes fin 2027 et créer 400 emplois. L'État de l'Indiana soutiendra ce projet par l'amélioration des infrastructures et services publics environnants, ainsi que par des incitations économiques conditionnées aux investissements et à la création d'emplois par Eli Lilly dans la région.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)